

# OBSERVATOIRE TERRITORIAL TRANSFRONTALIER

CHIFFRES-CLÉS 2026

Les frontaliers français au Luxembourg

Mémo

#transfrontalier | septembre 2026

## APRÈS UNE ANNÉE 2025 EN DEMI-TEINTE, LA CROISSANCE REPART, MODESTEMENT, EN 2026

En 2026, 131 300 travailleurs frontaliers du Luxembourg résident en France, selon l'IGSS, contre 126 600 en 2025. Une hausse de +3,7 %, supérieure à celles de 2025 (+2 %) et 2024 (+1,9 %). Malgré une croissance plus affirmée, 2026 reste parmi les millésimes les moins dynamiques des 10 dernières années (hors période Covid).

131 300



travailleurs frontaliers du Luxembourg résidant en France en 2026

De nouvelles rames TER renforcent l'offre sur le sillon lorrain depuis avril 2026



© Ryan Horvath - Le Républicain Lorrain

Les frontaliers du Luxembourg résidant en France

|                               | Frontaliers 2026 | Évolution sur 1 an |       | Évolution sur 10 ans |      | % des frontaliers français en 2026 | % dans la pop. active occupée 2026 |
|-------------------------------|------------------|--------------------|-------|----------------------|------|------------------------------------|------------------------------------|
|                               |                  | Nombre             | %     | Nombre               | %    |                                    |                                    |
| Euro-Métropole de Metz        | 11 270           | +590               | 5,5 % | +4 300               | 62 % | 8,6 %                              | 11,6 %                             |
| SCoTAM                        | 24 770           | +1 160             | 4,9 % | +9 270               | 60 % | 18,9 %                             | 13,9 %                             |
| → hors EMM                    | 13 500           | +570               | 4,4 % | +4 970               | 58 % | 10,3 %                             | 16,6 %                             |
| Espace nord-lorrain (15 EPCI) | 118 870          | +4 120             | 3,6 % | +38 690              | 48 % | 90,6 %                             | 33,5 %                             |
| → hors EMM                    | 107 600          | +3 530             | 3,4 % | +34 390              | 47 % | 82,0 %                             | 41,8 %                             |
| Autres Grand Est              | 8 650            | +290               | 3,5 % | +3 260               | 60 % | 6,6 %                              | 0,4 %                              |
| Autres régions                | 3 740            | +250               | 7,2 % | +760                 | 26 % | 2,8 %                              | 0 %                                |
| Frontaliers français          | 131 260          | 4 660              | 3,7 % | 42 710               | 48 % | 100,0 %                            | 0,5 %                              |

sources : IGSS 2026 et Insee 2026 - RP 2023

# L'ESPACE NORD-LORRAIN, INDISPENSABLE RÉSERVOIR DE MAIN-D'ŒUVRE, ENCORE ET TOUJOURS

Dans un contexte international complexe et incertain (guerres, crise climatique, montée en puissance de l'intelligence artificielle, ou IA, etc.), l'économie luxembourgeoise **ralentit** : le PIB n'a cru que de 0,6 % en 2025 et a stagné au 1<sup>er</sup> trimestre 2026<sup>1</sup>. Une situation qui inquiète quant à son impact pour l'emploi des frontaliers lorrains.

Ce ralentissement est déjà lisible dans les chiffres de l'emploi total (cf. ci-contre), mais reste peu perceptible dans la dynamique de l'emploi frontalier franco-luxembourgeois qui gagne à la fois en volume et en part de l'emploi total.

Les frontaliers de l'Espace nord-lorrain sont 3,7 % de plus en 2026 qu'en 2025. Ils occupent désormais 22,2 % des emplois luxembourgeois contre 21,8 % en 2025, et 1 emploi créé en 2025-2026 sur 2 (49 %). De fait, les frontaliers résidents en France, tous territoires confondus, occupent même plus d'1 nouvel emploi sur 2 (55 %).

## Mise en perspective



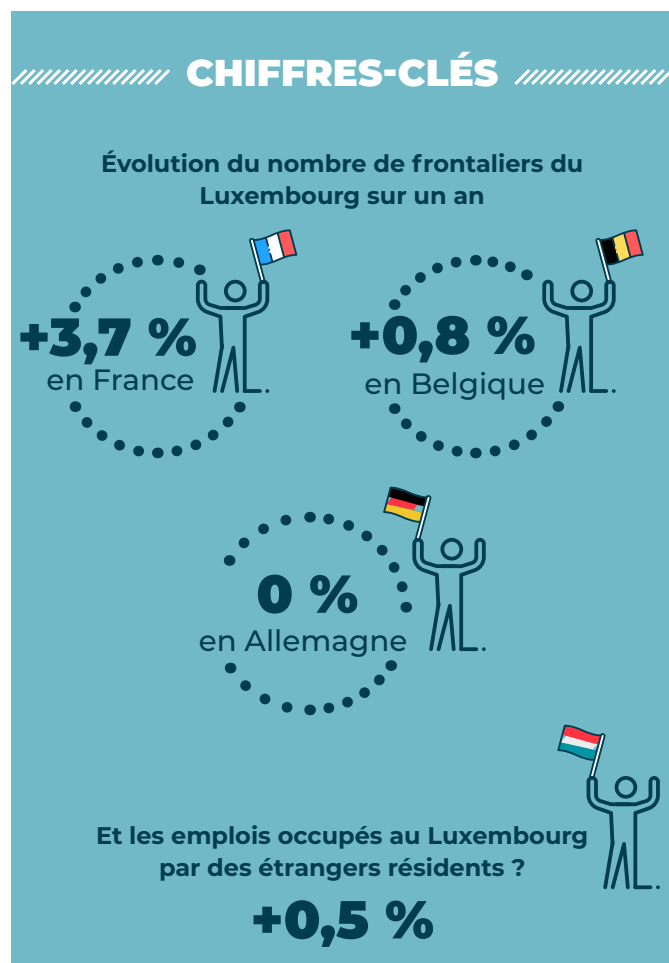
### Évolution de l'emploi au Luxembourg

Entre 2025 et 2026, l'emploi au Luxembourg (535 770\*) a cru d'1,6 %, après les 2 années les moins dynamiques depuis au moins 2010 (+0,9 % entre 2023 et 2024 et, de nouveau, entre 2024 et 2025).

Cette légère accélération ne doit pas faire oublier que le rythme annuel moyen fut de +2,6 % sur la période 2016-2026.

Comme l'an dernier, la croissance du nombre de frontaliers résidant en France « surperforme » très fortement, dans un environnement peu dynamique : +3,7 %. Leur part dans l'emploi luxembourgeois total croît encore d'1/2 point : 24,5 % contre 24 % en 2025.

\* Statec, 2026



Dans le même temps :

- ◇ l'emploi frontalier depuis l'Allemagne est stable (après une baisse de 0,6 % en 2025) ;
- ◇ depuis la Belgique, la croissance est inférieure à 1 % (après une « stabilité à la baisse » en 2025 : -0,3 %) ;
- ◇ seul l'emploi au Luxembourg de nationaux croît de façon sensible : +2 %.

Il est à noter une **quasi-stagnation (+0,5 %)** du nombre d'emplois occupés au Luxembourg par des résidents de nationalité étrangère alors que le pays est engagé dans une intense « chasse aux talents » sur les 5 continents.

Ces évolutions interrogent sur un fait connu, mais dont la mesure reste à préciser<sup>2</sup> : l'installation dans la bande frontalière lorraine de résidents étrangers du Luxembourg qui deviennent, de ce fait, des **néo-frontaliers « atypiques »** : ils sont déjà employés au Luxembourg avant de devenir frontaliers... Le phénomène expliquerait, pour partie, la croissance du nombre de frontaliers de l'Espace nord-lorrain dans un contexte économique un peu atone.

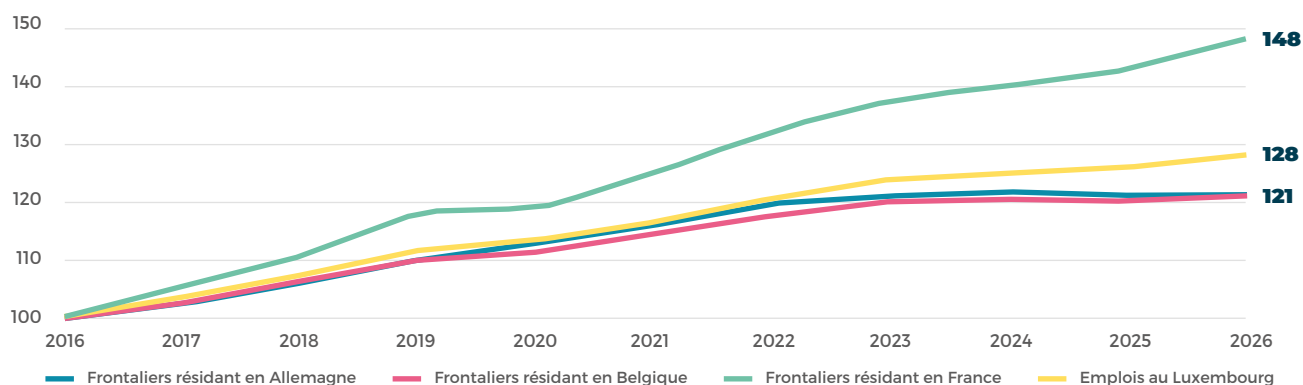
Des explications ont déjà été données, en 2025, sur la faible dynamique de l'emploi frontalier depuis la Belgique (qui attire pourtant aussi beaucoup de néo-frontaliers « atypiques ») et l'Allemagne : contexte démographique, concurrence de Bruxelles-Capitale, « fatigue », etc.<sup>3</sup>

<sup>1</sup> Statec, juin 2026. Note : si le PIB a stagné au 1<sup>er</sup> trimestre 2026, il a tout de même cru de 1,6 % par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2025.

<sup>2</sup> voir, par exemple, la publication *Osmos – Population & migrations résidentielles : que disent les chiffres les plus récents*, AGURAM, février 2026

<sup>3</sup> *Observatoire territorial transfrontalier, Chiffres-clés 2025*, AGURAM, septembre 2025

Évolution des emplois occupés par des frontaliers selon leur pays de résidence, base 100 en 2016 (source : IGSS 2026)



## SCOTAM : L'EURO-MÉTROPOLE DE METZ ACCÉLÈRE

Plus encore que l'Espace nord-lorrain, le SCoTAM connaît une **accélération de la croissance du travail frontalier en 2026** : +4,9 % contre +2,4 % en 2025.

À la différence de ce qui s'observait en 2025, la **dynamique est plus marquée pour l'Euro-Métropole de Metz** : +5,5 % contre seulement 1,7 % en 2025.

Dans le détail :

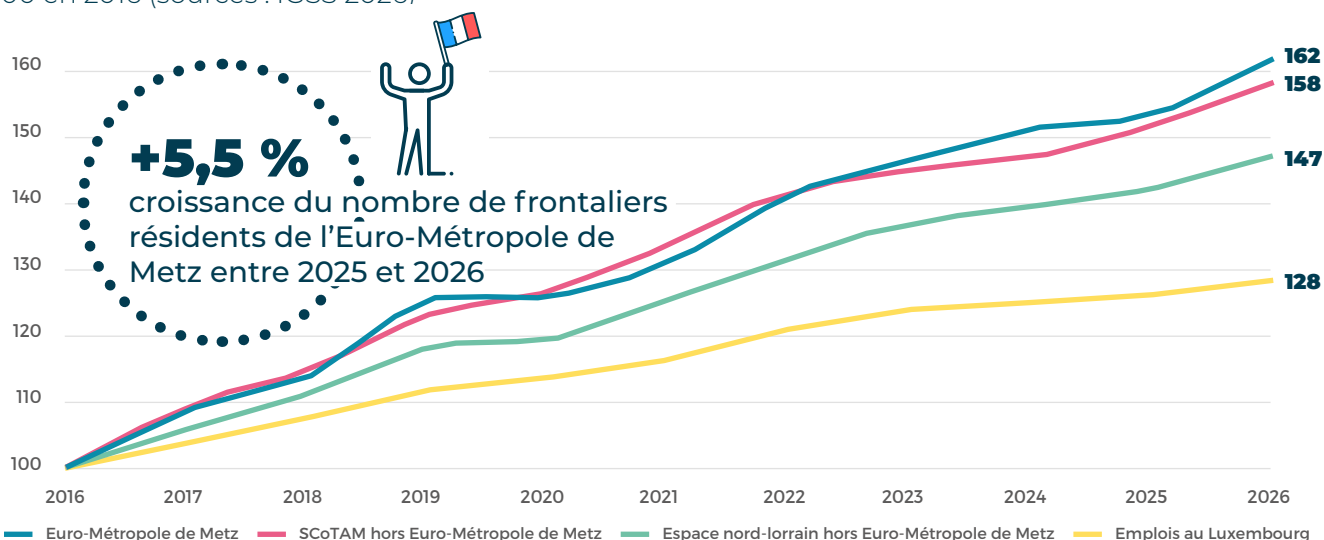
- La métropole concentre 1 nouveau frontalier du SCoTAM sur 2, contre 1 sur 3 l'an dernier.
- Le Sud Messin, Haut Chemin-Pays de Pange et la Houve-Pays Boulageois – territoires parmi les plus ruraux du SCoTAM – sont les EPCI les plus dynamiques en valeur relative, mais les effectifs restent faibles (et le taux de variation sujet à caution du fait de la règle des arrondis appliquée par l'IGSS).

- Les CC Pays Orne Moselle (+4,4 %) et Rives de Moselle (+3,6 %) gagnent chacune un peu plus de 200 frontaliers ; une dynamique proche de la moyenne du SCoTAM hors métropole (+4,4 %).
- Mad et Moselle est le seul EPCI du SCoTAM (mais hors Espace nord-lorrain) à voir le nombre de ses frontaliers baisser.

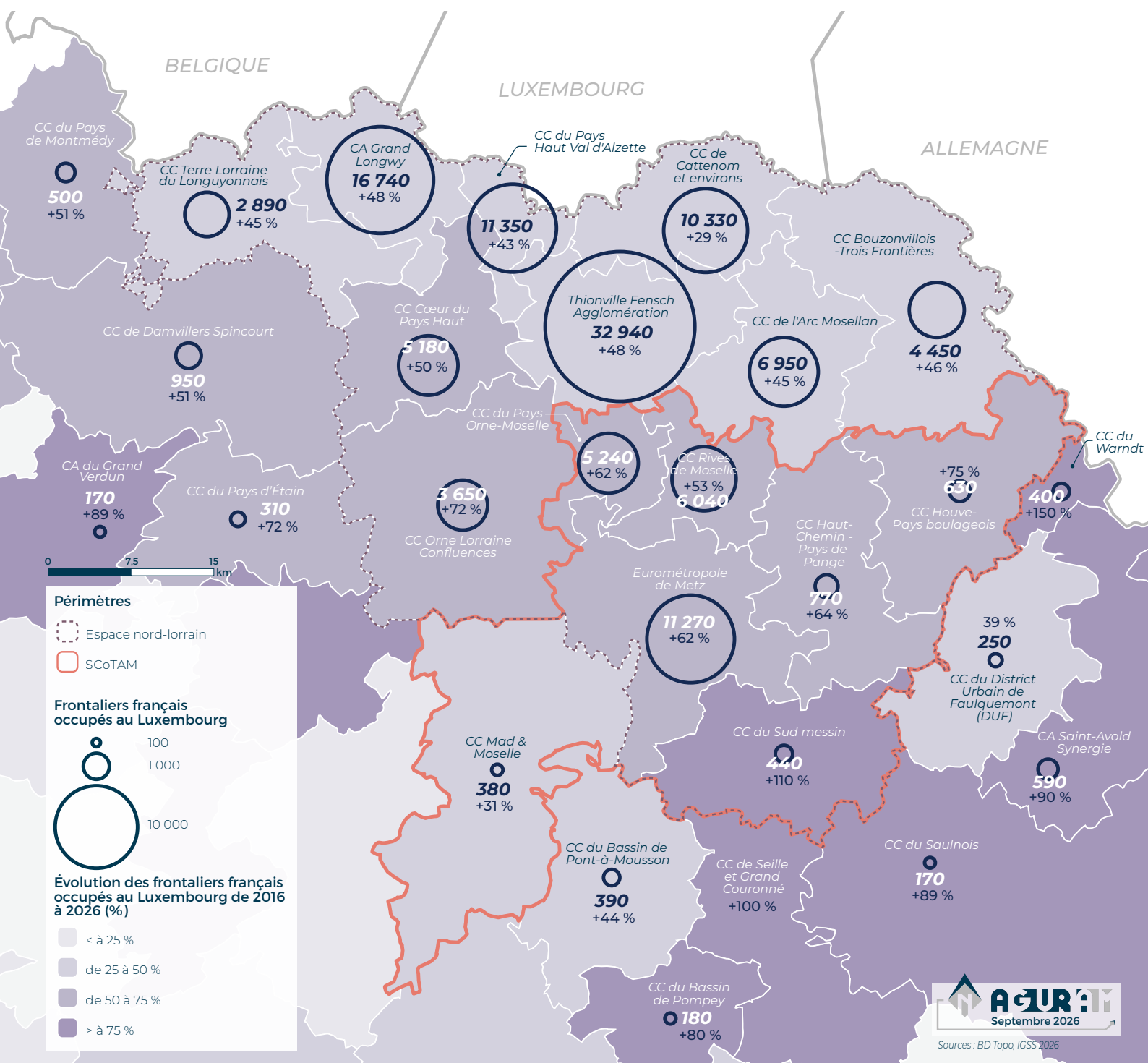
Peu d'éléments sont susceptibles d'expliquer objectivement cette variabilité territoriale :

- croissance démographique pour certains : Euro-Métropole, Rives de Moselle, Sud Messin, Pays de Pange ;
- attractivité pour les frontaliers à la recherche de prix immobiliers moins onéreux que sur la bande frontalière pour d'autres : Pays Orne Moselle ou Houve-Pays Boulageois, etc.

Évolution des emplois luxembourgeois et des actifs frontaliers selon leur territoire de résidence, base 100 en 2016 (sources : IGSS 2026)



<sup>4</sup> Les données arrondies sont livrées par l'IGSS à l'échelle communale (pas de « chiffres réels »). Ces arrondis sont opérés à la dizaine inférieure ou supérieure, mais pas nécessairement à la dizaine la plus proche, de façon à réduire les risques d'identification et de divulgation. Pour une commune, un arrondi de 10 signifie donc un « chiffre réel » situé entre 1 et 19 selon les cas.



# DES SITUATIONS TRÈS CONTRASTÉES AILLEURS EN LORRAINE

Dans les autres EPCI de l'Espace nord-lorrain, la croissance est, cette année encore, hétérogène :

- ◇ Malgré un ralentissement, Orne Lorraine Confluences (+5,2 % contre +7,7 % en 2025) continue de connaître la plus forte dynamique, suivi du Grand Longwy (+4,3 %).
- ◇ Thionville Fensch Agglomération se positionne dans la moyenne de l'Espace nord-lorrain (+3,7 %).
- ◇ Tous les autres territoires connaissent des taux de croissance inférieurs à la moyenne et parfois faibles, voire nuls (Arc Mosellan) :
  - ◆ Pays Haut Val d'Alzette : +3,4 % ;
  - ◆ Bouzonvillois-Trois Frontières : +3 % ;
  - ◆ Cœur du Pays Haut : +2,6 % ;
  - ◆ Terre Lorraine du Longuyonnais : +2,1 % ;
  - ◆ Cattenom et Environs : +1,7 %.

S'il est trop tôt pour parler de « saturation », ou d'épuisement du vivier, malgré une forte dynamique démographique des EPCI les plus proches de la frontière, la question mérite sans doute d'être posée, d'autant qu'une partie de la croissance est le fait des « frontaliers atypiques » déjà mentionnés.

Ailleurs en Moselle, où résident 3 250 frontaliers hors de l'Espace nord-lorrain, et plus largement ailleurs en Lorraine (4 110), la croissance « s'accroche » légèrement en dessous de la moyenne : +3,4 %.

Hors Lorraine, la croissance s'inscrit aussi dans la moyenne (autres Grand Est : +3,5 %) et/ou repose sur des chiffres faibles (autres régions).

## ÉVOLUTION DE L'EMPLOI FRONTALIER : QUELQUES ECLAIRAGES DE CONTEXTE

Au-delà des chiffres actualisés chaque année, l'emploi, c'est aussi un contexte social, économique et sociétal en évolution constante. Pour comprendre cet environnement, nous proposons ci-dessous de faire un pas de côté... qui nous ramènera tout de même au cœur des problématiques du travail frontalier.

### L'IMMIGRATION DE TRAVAIL AU LUXEMBOURG : CONCURRENCE OU COMPLÉMENT AU TRAVAIL FRONTALIER ?

Au Luxembourg, les résidents non luxembourgeois occupent 1/4 des emplois (26 % en 2026), soit presque autant que les nationaux (28 %) – le reste (46 %) étant occupé par des frontaliers.

Ce chiffre reflète l'attractivité internationale du pays, qui a une politique assumée d'« immigration choisie ».

Cependant, il inquiète aussi parfois les frontaliers, qui y voient une possible concurrence.

Pourtant, si les travailleurs immigrés occupent effectivement des emplois qui pourraient l'être par des frontaliers, une récente étude<sup>5</sup> réalisée par le Liser met en évidence que :

- ◇ Les immigrés occupent souvent, au Luxembourg, des postes « à forte intensité de compétence » que les employeurs n'arrivent pas à pourvoir sur la base du vivier de frontaliers. Pour le Liser, les activités spéciali-

sées, scientifiques et techniques, et les activités financières et d'assurance représentent à elles seules 40 % des nouvelles entrées en 2024.

Selon la Chambre de commerce luxembourgeoise<sup>6</sup>, 90 % des entreprises ayant recruté ces 2 dernières années ont rencontré des difficultés. 1/3 évoquent l'absence du profil recherché dans la Grande Région transfrontalière<sup>7</sup>. 50 % ont ainsi recruté à l'étranger, hors de la Grande Région.

- ◇ Ils sont nombreux à devenir « frontaliers atypiques » en quittant leur résidence au Luxembourg pour s'établir dans un pays frontalier. Ainsi, 30 % des immigrés entrés au Luxembourg en 2015 et toujours présents sur le marché du travail luxembourgeois en 2025 habitaient un pays frontalier en 2024. Inversement, seuls 8 % des frontaliers de 2015, toujours présents sur le marché du travail luxembourgeois en 2025, habitaient désormais au Luxembourg en 2024.

<sup>5</sup> Luxtalent : attraction et rétention des talents au Luxembourg, Liser et ministère de l'Économie, mars 2026

<sup>6</sup> Baromètre de l'économie, Chambre de commerce, juin 2026

<sup>7</sup> Espace de coopération transfrontalière qui regroupe la Sarre, la Rhénanie-Palatinat, la Wallonie et la Lorraine, ainsi que le Luxembourg.

- ◇ Pour le Liser, « **la rétention des talents étrangers est un véritable défi** », qu'ils soient résidents ou frontaliers. En effet, **28 % quittent le Luxembourg dans l'année qui suit leur arrivée** et seuls 3 sur 10 sont encore en lien avec le système de sécurité sociale luxembourgeois après une vingtaine d'années. À cet égard, les immigrés (résidents) sont plus stables que les frontaliers, mais leur sortie est généralement définitive, tandis que les frontaliers sont susceptibles de faire des allers-retours<sup>8</sup>.
- ◇ Enfin, cette immigration de travail **participe du caractère très international du pays**, apprécié de nombreux frontaliers<sup>9</sup>, en particulier dans le tertiaire.

## INTELLIGENCE ARTIFICIELLE – LA GRANDE PEUR ?

L'impact de l'introduction massive de l'IA générative dans les pratiques professionnelles en 2025 et 2026 est parfois mis en avant comme un risque pour les emplois qualifiés (cf. exemple en encadré p.7), particulièrement recherchés par les résidents de l'Euro-Métropole de Metz au Luxembourg. Une étude du Statec<sup>10</sup> de 2025 permet de faire le point sur la question.

Ainsi, en 2024, **24 % des entreprises luxembourgeoises utilisaient des solutions d'IA (contre 13,2 %, en 2021), soit près du double de la moyenne de l'UE**.

Ce développement peut être perçu comme une **opportunité ou une menace**, en raison du risque d'automatisation de certains métiers.

Pour le Statec, 90 % des travailleurs seraient exposés à l'IA, c'est-à-dire « *que celle-ci pourrait modifier, à différents degrés, le travail de l'individu* » :

- ◇ Pour plus d'1 salarié sur 2 (55 %), le travail serait « *augmenté* », l'aide apportée permettant de se concentrer sur des tâches à plus forte valeur ajoutée (phénomène par ailleurs source de fatigue intellectuelle).

**90 %  
des travailleurs  
seraient exposés  
à l'IA**

- ◇ Pour 14 % des salariés, le travail pourrait tout simplement être automatisé, soit un total de 64 000 postes potentiellement menacés au Luxembourg.

Ce sont contre-intuitivement les résidents luxembourgeois – nombreux dans les professions de soutien administratif et dans l'administration publique – qui sont les plus concernés par le risque d'automatisation (20 %), par rapport aux frontaliers (10 %).

Le Statec précise que cette part est particulièrement élevée dans certains métiers : employés de soutien administratif (56 %), professions élémentaires<sup>11</sup> et travailleurs des services et de la vente (environ 20 % chacun).

À l'opposé, le risque est faible (<5 %) pour les autres corps de métiers, dont les professions manuelles et techniques. Il serait quasi inexistant pour les cadres/dirigeants et les professions intellectuelles et scientifiques (2 % ou moins), surreprésentées parmi les frontaliers de l'Euro-Métropole de Metz.

Il demeure que **ces chiffres, publiés en 2025 mais datant de 2024, sont à prendre avec précaution**, tant les évolutions sont rapides en matière d'IA.

Travail « augmenté » ou automatisé... L'irruption de l'IA impacterait 90 % des emplois au Luxembourg



<sup>8</sup> [Frontalier un jour, frontalier toujours ? Les trajectoires professionnelles de frontaliers français au Luxembourg](#), Oref Grand Est, mars 2024

<sup>9</sup> Voir, par exemple, [Observatoire territorial transfrontalier, Portrait de frontaliers, chiffres & enjeux](#), AGURAM, 2023

<sup>10</sup> [Impact de l'IA sur le marché du travail luxembourgeois](#), Statec, NdC 2-25, décembre 2025

<sup>11</sup> Désignent généralement, au Luxembourg, des métiers qui ne nécessitent pas de qualification spécifique ou de diplôme particulier.



### Audit et conseil : un secteur important dans la tourmente ?

Dans une récente note\*, Idea, le think-tank de la Chambre de commerce du Luxembourg, s'inquiète de l'évolution récente de l'emploi dans les 4 grands cabinets d'audit et de conseil internationaux, très implantés au Luxembourg (Deloitte, KPMG, EY et PwC, aussi surnommés les Big Four).

Ainsi, leur effectif total, qui concentre près de **2 % des emplois luxembourgeois** « serait passé de 10 520 en janvier 2024 à 9 720 (-8 %) en janvier 2026 » d'après le Statec.

Pour Idea, le rôle joué par ces entreprises et leur très forte intégration à la place financière de Luxembourg fait de cette évolution un « signal faible » que l'Euro-Métropole de Metz (où les frontaliers qui occupent des postes dans ces domaines sont nombreux) ne peut sans doute pas ignorer.

Mais quelles en sont les causes ? Idea pose 3 hypothèses :

- Impact de l'IA générative ? Une hypothèse à mettre en regard des résultats de l'étude Statec mentionnée par ailleurs (cf. note de bas de page n°10).
- Contre-coup d'une forte dynamique d'embauches post-covid en 2022-2023 ?
- Autres raisons macro-économiques : dynamique de la place financière, imposition, externalisations et télétravailabilité des emplois depuis l'étranger lointain, etc. ? Des pistes susceptibles d'avoir un impact négatif pour l'emploi des frontaliers lorrains...

D'autres raisons sont par ailleurs évoquées\*\* : tendance mondiale, volonté de rajeunir les effectifs de seniors au coût élevé dans un contexte de baisse du turn-over naturel, etc.

\* -8 % dans les Big Four : Simple trou d'air ou signal d'alarme ? Michel-Édouard Ruben, Idea, juillet 2026

\*\* Les Echos, 2025, 2026

Nouveau siège de KPMG, Luxembourg



## VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION ACTIVE : DES BESOINS EN MAIN D'ŒUVRE LOIN DE SE TARIR

Essoufflement de la dynamique économique luxembourgeoise, irruption de l'IA, concurrence de recrutements internationaux, etc. : l'évolution de l'emploi frontalier est parfois source d'inquiétude. Pourtant, le vieillissement de la population active limite fortement le risque d'un réel décrochage. Même si le nombre d'emplois occupés par des frontaliers venait à stagner, les départs en retraite à venir généreraient **des besoins de remplacement importants, peut-être même insoutenables à l'échelle du bassin d'emploi transfrontalier, versant lorrain compris.**

**132 000**  
départs à la retraite  
d'ici à 2040

En effet, il ressort d'une analyse de l'âge des salariés travaillant au Luxembourg<sup>12</sup>, que 26 % d'entre eux ont 50 ans et plus. Une proportion qui monte à 27 % pour les frontaliers : 24 % pour les résidents en France, 28 % pour la Belgique et 31 % pour l'Allemagne.

Au total, **132 000 salariés devraient donc partir en retraite au Luxembourg d'ici à 2040** – dans moins de 15 ans – par simple effet de levier démographique, dont 64 000 frontaliers. Autant de postes susceptibles d'être remis sur le marché du travail à cet horizon.

<sup>12</sup> Base de donnée IGSS, emploi total par caractéristiques individuelles, mars 2026 – traitement AGURAM.

## DANS LA MÊME COLLECTION

Publications de l'Observatoire territorial transfrontalier :

- ♦ **Chiffres-clés régulièrement mis à jour**
- ♦ **Des soins de proximité aux grands équipements de santé : quels enjeux transfrontaliers dans le nord lorrain ?**,  
février 2026, Étude de 24 pages
- ♦ **Derrière les écrans, la réalité : particularités & enjeux du télétravail frontalier au Luxembourg**,  
juillet 2025, Reper' de 8 pages
- ♦ **De Metz à Luxembourg, en passant par Sarrebruck & Trèves : quand la langue du voisin s'invite**,  
avril 2025, Étude de 16 pages
- ♦ **Marché du travail et métiers en tension en Lorraine Nord et au Luxembourg : un enjeu partagé**,  
décembre 2024, Étude de 24 pages

- ♦ **Habiter ici, travailler là... et se déplacer**,  
mai 2024, Reper' de 12 pages
- ♦ **Portrait de frontaliers, chiffres & enjeux**,  
juin 2023, Reper' de 8 pages

Retrouvez-les sur : [www.aguram.org/publications/transfrontalier](http://www.aguram.org/publications/transfrontalier)



Retrouvez toutes les publications de l'agence : [www.aguram.org](http://www.aguram.org)



@agenceaguram

Directeur de la publication : Régis Brousse

Étude réalisée par : Fabien Soria

Contributeurs : Fabienne Vigneron

Conception et mise en page : Jérémy Hoffmann

Réalisation cartographique : Jérémy Hoffmann

Date de parution : septembre 2026

Une étude réalisée en coordination avec l'Agape



**AGURAM**  
AGENCE D'URBANISME  
D'AGGLOMÉRATIONS DE MOSELLE  
27 place Saint-Thiébault 57000 METZ  
tél. : 03 87 21 99 00 | [contact@aguram.org](mailto:contact@aguram.org)